

# MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES



## REGLEMENT DE LA CONSULTATION

N° 2425SGIMO13

### Pouvoir adjudicateur :

Chambre de Commerce et d'Industrie Réunion  
5 b rue de Paris – CS 31023  
97404 Saint Denis Cedex  
Tél : 02 62 94 20 00  
Fax : 02 62 94 22 90

### Objet de la consultation :

***Assistance à Maîtrise d'Ouvrage  
et  
Mission de Programmation  
pour le projet du Domaine des Pierres  
CCI de la Réunion***

---

### La procédure de consultation utilisée est la suivante :

Marché de Procédure formalisée

### Date et heure limites de remise des offres :

**Le 15.07.2025 à 12h00 - 12h heure locale - Ile de la Réunion**

# **REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

## **SOMMAIRE**

- 1. Objet de la consultation**
- 2. Condition de consultation**
- 3. Dispositions générales**
- 4. Présentation des propositions**
- 5. Conditions d'envoi des propositions**
- 6. Jugement des propositions**
- 7. Renseignements complémentaires**

## **Article 1 premier - Objet de la consultation**

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) et de programmation pour la réalisation du projet du Domaine des Pierres- CCI de la Réunion. Il concerne notamment :

- L'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage
- Le Management du projet dans sa globalité
- Une mission de programmation.

### **1.1 Nature et consistance du projet**

La Chambre de Commerce et d'Industrie de la Réunion porte un projet ambitieux et inspirant pour le développement de l'entrepreneuriat, de la formation et de l'innovation à l'Ile de la Réunion.

Ce projet consiste en la création sur la commune de Saint-Pierre, d'un lieu de référence pour l'émergence de projets, avec une variété d'activités combinant des écoles de formation et d'enseignement supérieur, des services d'appui et d'accompagnement des entreprises, des services d'appui à l'innovation, des outils dédiés à l'émergence de projets, des services pratiques pour les apprenants, porteurs de projets et entrepreneurs.

Ce projet bénéficie du soutien de la CIVIS (Communauté Intercommunale des Villes Solidaires) et de la Commune de Saint-Pierre, qui voient en ce projet un véritable catalyseur de développement pour leur territoire mais aussi pour la Réunion dans son ensemble. Ce soutien s'est notamment matérialisé par la cession d'une parcelle de terrain d'environ 4,5 ha permettant d'accueillir sa réalisation.

Ce lieu, qui devra être baptisé, permettra de renforcer l'entrepreneuriat, la formation, la création d'emplois, le développement de l'innovation, tout en favorisant l'interaction sociale, la diversité culturelle et le respect de l'environnement.

Cet écosystème innovant aura pour ambition de créer des modes de travail, de création et de production basés sur le collaboratif et le partage, respectueux des principes de l'économie circulaire, afin de consolider la place des citoyens engagés sur leur territoire de vie et favoriser la transition économique, écologique et sociétale.

La consistance du projet est décrite dans l'annexe 2 du CCTP.

### **1.2 Lieu d'exécution des prestations**

Le site qui accueillera le projet se situe au : 60A, Chemin de l'Entre-Deux- Pierrefonds – 97410 Saint-Pierre.

Le siège de la CCI se situant au 5B rue de Paris – CS 31023 - 97404 SAINT DENIS Cedex, l'AMO et son équipe pourra aussi être amené à se déplacer à Saint-Denis.

### **1.3 Caractéristiques principales du marché**

Ce marché est composé d'un lot UNIQUE.

## Article 2 - Condition de la consultation

### 2-1 Etendue de la consultation

Procédure formalisée établie en application des articles R 2124-1 à 6 du décret n°2019-259 du 29 mars 2019 du Code de la Commande Publique.

### 2-2 Type de marché

Marché de fournitures courantes et services

Classifications CPV :

- 71356200 : Assistance Technique
- 71322000 : Service de Conception Technique

**Estimation financière du projet : 46,3 Millions d'Euros**

## 3 - Dispositions générales du marché

### 3-1- Décomposition du marché

#### 3-1-1 Allotissement

Ce marché est composé d'un lot unique.

**Variante :** Non

**Option :** Oui

Phase 5 – Signalétique

**Et/ou** Phase 6 - Mobilier et équipements

#### 3-1-2 Planning prévisionnel

Le candidat retenu s'efforcera de respecter les objectifs suivants :

<b>Tranche Ferme</b>	Phase 1 : Etudes préalables – Elaboration du préprogramme	2 <sup>ème</sup> semestre 2025
	Phase 2 : Assistance à Maîtrise d'Ouvrage et Management de Projet	Jusqu'à remise des clés aux usagers
	Phase 3 : Etudes opérationnelles	Jusqu'à obtention de tous les permis de construire
	Phase 4 : Suivi de projet en phase réalisation et de mise en exploitation	Jusqu'à remise des clés aux usagers
<b>Tranches optionnelles</b>	Phase 5 – Signalétique Phase 6 - Mobilier et équipements	Jusqu'à remise des clés aux usagers

### 3-2- Mode de règlement

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement d'après le RIB fourni par le candidat.

### 3-3 Forme juridique de l'attributaire

Les candidats peuvent se présenter seuls ou sous la forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint. Si le candidat se présente sous la forme d'un groupement, la CCI Réunion pourra, après l'attribution, lui imposer la forme solidaire, si la transformation est nécessaire à la bonne exécution du marché.

### 3-4 Délai de validité des offres

Le délai de validité des propositions est de 180 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des propositions.

### 3-5- Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation (liste des pièces à fournir au candidat par l'acheteur public) comprend les documents suivants :

- Le CCAP (Le cahier des clauses Administrative Particulières)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- La décomposition du prix global forfaitaire (CDPGF) ;
- L'annexe conflit intérêt

Documents cités non transmis

- Le cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG – PI) issu de l'arrêté du 30 mars 2021 ;

### 3-6- Conditions d'obtention des documents

**Directement par téléchargement à l'adresse suivante :**

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

## Article 4 - Présentation des propositions

### 4-1- Documents à produire

- Le CCAP (Le Cahier des Clauses Administrative Particulières)
- L'acte d'engagement et son annexe dûment rempli et signé par la personne habilitée à engager la société.
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- La décomposition du prix global forfaitaire (CDPGF) ;
- La note méthodologique décrivant les différentes phases de la mission.
- L'annexe conflit intérêt
- *Les Certificats de qualifications professionnelles ou équivalents*
- *Les attestations d'assurances,*
- *DC1,*

- DC2,
- 3666-SD (attestation fiscale) et URSSAF (attestation sociale)
- Ou DUME (facultatif)

#### **a. Situation juridique :**

##### **La situation propre des opérateurs économiques**

- Une lettre de candidature (DC1 ou équivalent). Elle sera signée par le représentant du candidat, en cas de groupement, soit par chacun des membres du groupement, soit par le seul mandataire du groupement si celui-ci produit les habilitations signées de chacun des autres cotraitants. Dans le cas d'un groupement, le mandataire devra fournir un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.
- Une déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles R2142-1 à 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et qu'il est en règle au regard des articles L 1512-1 à L 1512-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.
- La remise d'un DC2 ou d'un DUME vaudra remise d'une déclaration sur l'honneur.
- Le candidat en redressement judiciaire devra produire copie du ou des jugements prononcés à cet effet.
- Les pièces définies ci-dessous permettant l'évaluation de leur expérience, capacités professionnelles, techniques et financières :
- Les candidatures qui sont accompagnées des pièces mentionnées aux articles R2143-3 à 5 du décret du décret n°2019-259 du 29 mars 2019 du Code de la Commande Publique.

Le candidat attributaire produira une attestation sur l'honneur ou fournira les pièces justificatives concernant :

- qu'il a satisfait à ses obligations fiscales (3666 SD) et sociales
- Ne pas tomber sous le coup d'un des cas d'interdiction de soumissionner, tels qu'énoncés aux articles L.2141-1 à 11 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018.

#### **b. Les capacités économiques et financières**

Les documents établissant les capacités du candidat tels qu'indiqués ci-dessous OU le formulaire DC2 joint au DCE comportant les informations suivantes ou accompagné des documents suivants: Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat, et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant sur les trois (3) derniers exercices disponibles. Si pour une raison justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout moyen approprié

*Le candidat peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur.*

#### **C-Capacité technique – références requises**

Capacité technique et professionnelle du candidat :

Une déclaration indiquant l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années

Une liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les éléments de preuve relatifs à des services pertinents fournis il y a plus de trois (3) ans pourront être pris en compte

L'indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite de projets de même nature que celle du marché public

**COMPETENCES MINIMALES DEMANDEES A L'EQUIPE CHARGEE DE LA MISSION : Cf annexe 1 à l'acte d'engagement.**

- 1- Assistance à Maîtrise d'Ouvrage et Management de projet :
  - Qualification 0103 – AMO Technique ou équivalent ;
  - Qualification 0108 – AMO globale pré-opérationnelle ou équivalent ;
- 2- Programmiste :
  - Qualification 0201 - Programmation générale ou équivalent ;
  - Qualification 0202 - Programmation technique détaillée ou équivalent ;
- 3- Economiste de la Construction :
  - Qualification 2201 - Evaluation des coûts en phase amont et de programmation ou équivalent.
  - Qualification 2202- Evaluation des coûts en phase de conception et de réalisation
  - Qualification 2203 - Maîtrise des coûts d'exploitation et de maintenance

Pour les 3 compétences précédentes : sont requises, a minima, les certificats de qualifications professionnelles de type : RGE, OPQIBI, OPQTECC, OPQCM ou équivalents ou tout moyen de preuve équivalent.

4- Ergonome diplômé en conception

5- Cabinet conseil en numérique et digital

- i. La description de l'équipement technique ainsi que des mesures employées par le candidat pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude de son entreprise

Le mémoire technique comprenant les éléments indiqués ci-dessous et détaillés à l'article 6 du présent règlement de consultation :

- b. Sous critère 1 : Composition du groupement
- c. Sous Critère 2 : Méthodologie de travail
- d. Sous critère 3 : Gestion de la mission objet du présent marché
- e. Sous critère 4 : Planning Prévisionnel

L'attestation de la compagnie d'assurance

Le justificatif de la situation au répertoire SIRENE (pour le numéro SIRET)

La preuve des capacités du candidat peut être apportée par tous moyens considérés comme appropriés par l'acheteur (exemple : attestations bancaires, certificats éventuels de qualification professionnelle, etc.).

**GROUPEMENT**

En cas de groupement, l'intégralité des pièces ci-dessus doit être fournie par ***chacun des membres du groupement.***

## **SOUS-TRAITANCE**

Les éventuels sous-traitants sont tenus d'effectuer les mêmes formalités (DC4 et Capacités économiques et financières ainsi que capacités techniques et professionnelles).

Le candidat présente le DC4 dûment compléter avec la candidature.

## **DUME (Document Unique Européen)**

Lorsque le profil acheteur le propose, le candidat peut fusionner son DUME avec celui de l'acheteur.

Si le DUME n'est pas proposé par l'acheteur, le candidat a toujours la possibilité de transmettre son DUME, celui-ci est accepté.

## **4-2- Langue de rédaction des propositions**

Les propositions doivent être rédigées en langue française

### **4-2-3 Unité monétaire**

Les candidats sont informés que le pouvoir adjudicateur conclura le marché dans l'unité monétaire suivante : euro(s).

## **Article 5 - Conditions de dépôt des offres**

### **5.1 Dépôt des propositions**

- Directement par téléchargement et dépôt à l'adresse suivante :

**<https://www.marches-publics.gouv.fr>**

## **Article 6 – Critères d'attribution et jugement des offres**

Le pouvoir adjudicateur attribue le marché au soumissionnaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse en se fondant sur les critères suivants :

### **Critères de sélection :**

La VTO : 60%

Prix : 30%

Délai : 10 %



Les critères retenus pour la sélection des offres seront par ordre de priorité décroissante :

- **VTO (Nv) Valeur technique de l'offre : Note maximale 100 points (pondération de 60%)**

<b>Valeur technique (Nv)</b>	<b>100 points</b>
<b>Sous critère NT1 : Composition du groupement, moyen humain et matériel affecté au projet</b> <b>1.1</b> : Note présentant le profil des personnes du groupement affectées spécifiquement au projet (joindre les CV) et certifications et/ou qualifications <b>(10 points)</b> <b>1.2</b> Moyens matériels affectés au projet <b>(10 points)</b>	<b>(20 points)</b>
<b>Sous Critère NT 2 : Méthodologie de travail</b> <b>2.1</b> : Note analysant et définissant le contexte, la situation du site, les contraintes du site et les besoins de l'opération. <b>(10 points)</b> <b>2.2</b> : Note expliquant le déroulement des interventions, l'articulation et la cohérence des éléments de mission de la phase 1 à la phase 4 <b>(10 points)</b> <b>2.3</b> : Note décrivant la méthode de travail, l'articulation des échanges et la synthèse des études des différents intervenants (MOE / MOA / usagers) / (nombre de réunion, point d'arrêt, validation, etc...) <b>(10 points)</b> <b>2.4</b> : Note définissant une proposition des critères de jugement des offres des maîtres d'œuvre <b>(5 points)</b> <b>2.5</b> : Note définissant le suivi des études de conception (gestion de l'avancement, respect des délais, modifications de marché des entreprises...etc) <b>(5 points)</b> <b>2.6</b> : Note définissant la réception des ouvrages (contrôles des ouvrages, levées des réserves et mise en place de la GPA) <b>(5 points)</b> <b>2.7</b> : Note définissant la procédure en cas de retard de l'avancement des travaux (entreprise défaillante, absente ou en liquidation) face aux impératifs de livraison du projet) <b>(5 points)</b>	<b>(50 points)</b>
<b>Sous critère NT 3 : Gestion des phases optionnelles</b> <b>3.1</b> : Note définissant les études pour la mise en place d'une charte signalétique globale du site <b>(10 points)</b> <b>3.2</b> : Note définissant les études pour la mise en place d'une ou des lignes de mobilier ainsi que des équipements (techniques, numériques, intelligents, didactiques...) <b>(10 points)</b>	<b>(20 points)</b>
<b>Sous critère NT 4 : Planning Prévisionnel</b> Fournir un planning graphique prévisionnel par phase depuis l'analyse du besoin jusqu'à la GPA. <b>(10 points)</b>	<b>(10 points)</b>

La note NT pour la valeur technique sera calculée de la manière suivante :

$$\mathbf{NT = NT\ 1 + NT\ 2 + NT3 + NT\ 4}$$

### Barème d'appréciation

Très satisfaisant : 100/100

Satisfaisant : 80% de la note maximale

Moyen : 50% de la note maximale

Insatisfaisant ou non fourni : 0 point

- **Prix (Np) : Note maximale 100 points (pondération 30%)**

Le prix devra être décomposé par élément de mission, pour chacune des phases de la Tranche ferme et des phases constituant les tranches optionnelles.

Les groupements devront présenter une proposition d'honoraires faisant apparaître sa répartition entre les membres du groupement (DPGF).

**Note maximale X prix offre moins disante**  
**Prix offre analysée**

- **Le délai (Nd) :** le délai s'entend global (AE) pour la totalité des missions de la Tranche Ferme : Note maximale 100 points (pondération de 10 %)

L'analyse s'entend pour l'ensemble des délais indiqués sur les CDPGF /élément de mission de mission de la Tranche Ferme et des Tranches Optionnelles.

Attention à la cohérence entre les délais indiqués sur les CDPGF et leur report sur l'acte d'engagement.

**Note maximale X délai court**  
**Délai de l'offre analysée**

**Barème d'appréciation :**

- Délai le plus court : note maximale
- 2ème en délai : 90 % de la note maximale
- 3ème en délai : 80 % de la note maximale
- 4ème en délai : 70 % de la note maximale
- 5ème et suivant : 60 % de la note maximale

La note finale N de chaque offre

<b><math display="block">N = (VTO \times 0,60) + (Np \times 0,30) + (Nd \times 0,10)</math></b>
---

En cas de prix manquant sur les annexes financières, l'offre sera déclarée non conforme. L'attention des concurrents est attirée sur le fait que toute offre incomplète sera immédiatement écartée (par exemple : document manquant, prix unitaire manquant)

En cas d'égalité des points entre deux candidats dans la notation finale, le candidat ayant la meilleure note technique sera retenu.

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié qui sera pris en considération.

**Déroulement de la procédure :**

Toutes les notes attribuées dans l'analyse des offres seront arrondies à deux décimales suivant le principe mathématique.

Les soumissionnaires seront classés, par ordre décroissant, suivant leurs notes globales respectives. Le candidat ayant obtenu la note globale la plus élevée sera classé premier etc...

Les soumissionnaires sont informés des conditions de rejets des offres :

- Les offres parvenues après la date et l'heure limite,
- Les offres qui ne respectent pas les exigences formulées (offres irrégulières)
- Les offres sans rapport avec le marché (offres inappropriées)

Présentation de l'offre : ne seront pas admises les candidatures qui ne sont pas recevables en application des articles R 2142-1 à 27 ; R2152-1 et 2 ; L 2141-1 à 14 du décret n°2019-259 du 29 mars 2019 du Code de la Commande Publique.

## **Article 7 - Renseignements complémentaires**

**7-1 Question :** pour obtenir tous les renseignements complémentaires les entreprises sont invitées à adresser, au plus tard **05 (cinq) jours** avant la date limite de remise des offres, **une demande écrite** à l'adresse suivante :

- <https://www.marchespublics.gouv.fr>
- Une réponse sera alors adressée en temps utile à tous les candidats ayant été destinataires du dossier via la plateforme des achats de l'état.

### **7-2 PROCEDURES DE RECOURS**

**Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :**

Nom de l'organisme : Tribunal Administratif Secrétariat du Greffe  
Adresse : 27 Rue Félix Guyon - CS 61107  
97404 Saint-Denis Cédex  
Téléphone : 0262924360      Télécopieur : 0262924362

### **7-3 Organe chargé des procédures de médiation**

Comité consultatif interrégional de Paris  
Règlement amiable des litiges  
27, rue Miollis - 75015 PARIS  
Tel : 01 44 42 63 43  
Fax : 01 44 42 63 37

### **7-4 Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours**

Tribunal administratif- secrétariat du greffe  
27, rue Félix Guyon – CS 61107  
97404 Saint Denis Cédex  
Tel: 0262 92 43 60  
Fax: 0262 92 43 62